

ÉDITORIAL

ALAIN NARINX



Notre «match» économique entre les Régions

Les francophones ont les cartes en main

La Wallonie fait désormais jeu égal avec la Flandre en termes de performances économiques. Bruxelles reste à la traîne. Voilà l'image, dessinée à grands traits, affichée au tableau marquoir de notre «match» entre les Régions.

L'Echo et le Centre de Recherche en Économie Régionale et Politique Économique (Cerpe) de l'Université de Namur ont disséqué pour vous les données clés des économies régionales.

La Wallonie se redresse, elle progresse, mais elle ne rattrape pas — sinon à la marge — son retard sur la Flandre. Le slogan «Wat we zelf doen, doen we beter» («Ce que nous faisons nous-mêmes, nous le faisons mieux») n'est plus forcément de mise, même si le Nord du pays reste de loin la région la plus dynamique du pays. Mais la Wallonie n'a en tout cas plus à rougir de la comparaison. Sa situation ne justifie pas les trop récurrents dénigrement et sarcasmes. Suite à la sixième réforme de l'Etat, elle bénéficiera bientôt de nouveaux leviers, de nouvelles compétences, d'un nouveau mode de financement. Elle peut être confiante en son avenir et doit se montrer ambitieuse. Elle en a les moyens, en dépit d'un carcan budgétaire toujours serré.

Quant à Bruxelles, sa situation est précaire, inquiétante, mais celle-ci s'explique aussi par ses spécificités d'une ville-région cornaquée dans des frontières politiques étriquées. Le rayonnement de son influence économique débordent largement de ses dix-neuf communes. Le premier

regard est ici trompeur. Ses atouts de capitale n'en demeurent pas moins nombreux.

Ces dernières semaines, le débat s'est concentré sur les exclusions du chômage. Or, là n'est pas l'essentiel.

Les futurs gouvernements wallons et bruxellois doivent s'attaquer aux faiblesses structurelles de leurs économies, sans oublier ces deux chantiers essentiels que sont l'enseignement et la mobilité. Le premier défi est certainement

l'emploi. Le chômage reste le talon d'Achille des deux régions majoritairement francophones du pays. Ces dernières semaines, le débat s'est concentré sur les exclusions du chômage. Or, là n'est pas l'essentiel. Il se trouve plutôt dans la création d'emplois. Cela passe notamment par un «shif» fiscal, diminuant notablement la taxation du travail. Quasi tous les partis ont mis ce point en exergue dans leur programme. À eux d'agir désormais. La création d'emplois passe également par des formations plus qualifiantes ainsi que par le soutien à l'innovation. Or, l'étude L'Echo/Cerpe le montre, les dépenses publiques en faveur de la recherche restent trop basses. En Wallonie, les spin-offs ont encore du mal à transformer leurs projets innovants en véritable business commercial. Aux pouvoirs publics de les aider à franchir ce cap difficile.

Un autre axe de développement pour nos Régions repose sur une gestion publique efficace. Or, le poids du secteur public reste trop lourd. Pour le dire autrement, le rapport qualité/prix des services publics est trop bas.

Les moyens budgétaires seront limités dans les années à venir. La Wallonie ne peut plus se permettre une gabegie telle que celle connue avec la saga photovoltaïque. Il faut aussi remettre de l'ordre dans la «soupe institutionnelle», ce qui implique d'urgence de revoir le rôle des communes à Bruxelles par exemple.

La Wallonie et Bruxelles ont les cartes en main pour assurer leur avenir sans devoir regarder, les yeux emplis d'angoisse, les scores électoraux d'un Bart De Wever. À condition de poser les bons choix. Et c'est ici que les vôtres, dans les urnes dimanche prochain, revêtent toute leur importance.

La Wallonie a cessé du terrain par rapport à la Flandre et à Bru

L'économie wallonne reste handicapée par le poids de son secteur public et le fardeau de la dette. Par contre, elle investit résolument dans la recherche afin d'assurer sa croissance future. Bruxelles doit pour sa part affronter un défi spécifique: le manque de qualification des jeunes.

JEAN-PAUL BOMBAERTS

À la veille du scrutin du 25 mai, on sait d'ores et déjà deux choses. Primo: les enjeux socio-économiques domineront la prochaine législature. Secundo: tous les niveaux de pouvoirs seront impliqués, vu les compétences toujours plus importantes confiées aux entités fédérées. D'où l'utilité de dresser un tableau comparatif des économies flamande, wallonne et bruxelloise.

Mais comment comparer les performances économiques de chacune des régions? Le Produit intérieur brut (PIB) constitue l'indicateur le plus couramment utilisé. Mais il n'est pas le seul indicateur révélateur de la performance économique d'une région. D'autres paramètres méritent d'être pris en considération: emploi, investissements, faillites, créations d'entreprises, résultats scolaires, etc.

Le Centre de Recherche en Économie Régionale et Politique Économique (CERPE), qui dépend de l'Université de Namur, s'est lancé dans cet exercice comparatif. Isabelle Clerbois, Marcus Dejardin et Christophe Ernaelsteen, trois chercheurs du CERPE, ont étudié des indicateurs-clé qui permettent d'apprécier les écarts de performance économique entre les trois régions. De cet exercice, il résulte une série de constats mais aussi des interrogations pour le futur.

1 La croissance flamande a été meilleure ces 10 dernières années

En 2012, dernière année statistique disponible, le PIB belge s'est élevé à 376,9 milliards d'euros. Il a été généré pour 57,6% en Flandre, 23,5% en Wallonie et 18,9% à Bruxelles. Le CERPE observe qu'au cours de la dernière décennie, cette ventilation régionale est restée relativement stable. Tout au plus relève-t-on une légère tendance à la hausse des parts flamande et wallonne et à la baisse de la part bruxelloise. Ce qui s'explique par une croissance économique plus soutenue en Flandre (1,4%) et en Wallonie (1,3%) qu'à Bruxelles (1,1%) sur la période 2002-2012. «L'écart entre la Flandre et la Wallonie n'a pas vraiment bougé. Les deux régions évoluent certes sur des courbes différentes, mais au moins cet écart ne grandit plus, ce qui est déjà un élément positif en soi», souligne Isabelle Clerbois.

2 Le secteur public pèse plus lourd en Wallonie et à Bruxelles

Les écarts de croissance sont à mettre en rapport avec la structure économique des régions. Ainsi, le secteur public pèse plus lourd en Wallonie (19% du PIB) et à

Bruxelles (18%) qu'en Flandre (12%). Or le secteur privé réagit plus fortement que le secteur public aux fluctuations de la conjoncture économique. C'est pourquoi la croissance flamande était plus élevée durant la période 2002-2007, tandis que les deux autres régions du pays se sont montrées nettement plus résilientes depuis le déclenchement de la crise en 2008.

Le poids limité du secteur public en Flandre découle en partie du fait qu'une partie de l'administration flamande est localisée à Bruxelles; sa production est par conséquent comptabilisée dans le PIB bruxellois. Ceci étant, le poids du secteur public en Wallonie et à Bruxelles pose question. «Le secteur public offre des emplois stables et attractifs. Du point de vue individuel, ce sont des choix de carrière qui sont parfaitement rationnels», souligne Marcus Dejardin. «Du point de vue collectif en revanche, c'est du détournement de talent qu'il aurait été préférable de voir se développer dans le secteur privé.»

3 Le revenu régional brut illustre le poids des navetteurs vers Bruxelles

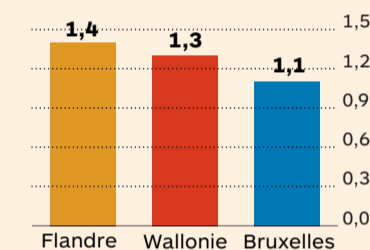
Contrairement au PIB qui mesure la richesse créée sur le lieu de l'activité, le revenu régional brut (RRB) mesure l'activité économique des Flamands, Wallons et Bruxellois, quel que soit le lieu de production. Les parts wallonne et flamande du RRB sont plus élevées que celles du PIB en raison du flux de navetteurs vers Bruxelles. D'après les estimations du CERPE, 11,6% du revenu national serait généré par les Bruxellois, 27% par les Wallons et 61,4% par les Flamands. On observe que c'est en

«La Wallonie ne peut plus se permettre de dépenser plus. Par contre, elle devra dépenser mieux les moyens dont elle dispose.»

Christophe Ernaelsteen
Economiste et chercheur au CERPE

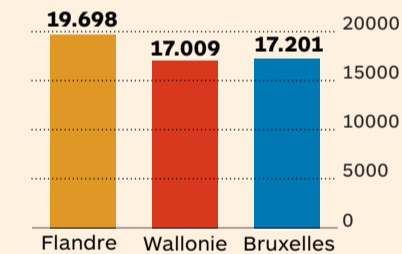
La croissance flamande a été meilleure ces 10 dernières années

Croissance annuelle moyenne du PIB sur 2002-2012 (en %)



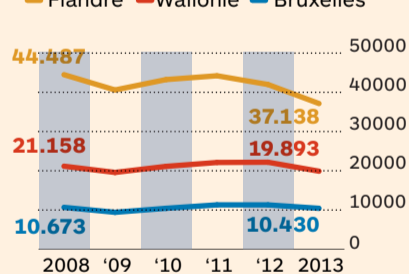
Les revenus par habitant sont plus élevés en Flandre

Revenu annuel moyen par habitant, en euros (2011)



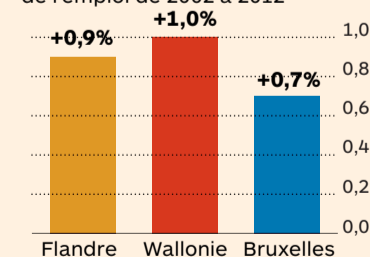
Le nombre de starters a décliné davantage en Flandre que dans les autres régions

Évolution du nombre de starters



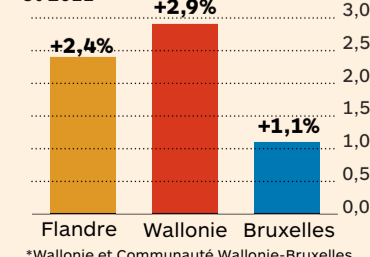
La croissance de l'emploi a été la plus forte en Wallonie en termes relatifs

Croissance annuelle moyenne de l'emploi de 2002 à 2012



L'investissement augmente le plus rapidement en Wallonie

Croissance annuelle moyenne des investissements entre 2003 et 2011



*Wallonie et Communauté Wallonie-Bruxelles